
dedefensa.org

Castelnau et la montée du fascisme sociétal en France

Les Carnets de Nicolas Bonnal

📅 dimanche 15 septembre 2019

👁️ 4505

CASTELNAU ET LA MONTÉE DU FASCISME SOCIÉTAL EN FRANCE

Les gilets jaunes se sont faits tuer, énucléer, enfermer. On sait qu'on n'en est qu'au début.

Castelnau...D'un certain point de vue, son blog est le plus important du pays (ou de ce qu'il en reste) puisqu'il décrit le cadre illégal de notre servitude. Le pouvoir est devenu brutal, fou en France depuis François Hollande (attentats, guerres, diplomatie, économie, mais aussi justice), et Régis de Castelnau ne cesse de le rappeler à propos de ce qui aurait dû rester une ridicule affaire :

« La décision rendue par le tribunal correctionnel de Gap à l'encontre de trois militants de « génération identitaire » est un pur et simple scandale judiciaire, juridique, et démocratique. Le fonctionnement de l'appareil judiciaire depuis

l'arrivée de François Hollande au pouvoir ne peut que susciter la consternation de quiconque est attaché aux libertés publiques fondamentales. »

Il ajoute :

« Nous avons fréquemment soulevé ici ces dérives et cette connivence idéologique, sociologique et politique avec le pouvoir une magistrature qui n'a plus besoin de recevoir d'ordres, pour se mettre spontanément à son service. Mais cette fois-ci, il se trouve que ce jugement incompréhensible tant en ce qui concerne la manipulation du droit que la sévérité sidérante des sanctions, s'est télescopé avec l'annonce de l'annulation par la Cour de cassation de la condamnation d'un trafiquant d'êtres humains et la tragédie de Villeurbanne où un demandeur d'asile afghan a tué un jeune homme à coup de couteau et blessé six autres personnes parce que ses victimes « ne lisaient pas le Coran ». Dans l'affaire dite du « Col de l'Échelle », les magistrats qui ont joué à ce petit jeu mesurent-ils à quel point leurs manipulations et leur partialité politique, disqualifient l'institution judiciaire, et mettent l'opinion publique majoritaire en rage ? »

Hélas maître, l'opinion publique de ce foutu pays en a avalé d'autres, via Vichy ou Bonaparte. On pense à bâfrer, à la télé, à partir en vacances. »

Castelnau poursuit :

« De quoi s'agit-il ? Les militants d'un groupuscule d'extrême-droite appelé « génération identitaire » ont décidé l'organisation d'une manifestation à la frontière franco-italienne au lieu-dit « Col de l'Échelle » pour protester contre ce qu'ils qualifient de laxisme dans le contrôle de l'immigration clandestine empruntant le passage en France par les Alpes. On peut ne pas partager cette analyse, et même la contester, ne pas avoir la moindre sympathie pour le groupuscule et ses orientations, mais on rappellera que la liberté de manifestation est jusqu'à nouvel ordre une liberté fondamentale et un droit constitutionnel. Deux ou trois cent personnes se sont donc rendues sur le site, y

ont déployé quelques banderoles, scandé force slogans, la manifestation se terminant sans violence ni dégradation. »

Et de rappeler comme Christophe Guilluy, un autre courageux qui va mal finir (et dire qu'on donne des leçons de démocratie à la Chine ou à la Russie) :

« Les antifascistes de pacotille, ceux dont l'engagement est comme le dit Christophe Guilluy un signe extérieur de richesse, ont poussé des hurlements. Dont les échos, arrivés dans les enceintes judiciaires ont été reçus par quelques oreilles complaisantes. Leurs propriétaires se demandant comment faire pour empêcher le retour des heures sombres et terrasser la bête immonde. »

Castelnau rappelle comment on a coincé les jeunes :

« En regardant bien les photos de la manifestation paisible, on pouvait constater que les 200 participants portaient, probablement pour éviter la fraîcheur montagnarde, des anoraks tous de la même couleur, un bleu ciel pâle. Eurêka ! Pourquoi ne pas utiliser le port illégal d'uniformes ? Ah non, faisons plus fort, allons carrément sur « l'usurpation de fonctions », celle de l'article 433-13 du code pénal. On a donc considéré que ces jeunes gens avaient décidé de se faire passer pour des douaniers qui contrôlaient les passages aux frontières. Le simple examen des photos, le caractère à la fois public et pacifique de la manifestation démontre l'inanité de cette incrimination. Rappelons que c'est celle qui a été utilisée pour Alexandre Benalla portant un casque de policier et affublé d'un brassard lors de ses rodéos du 1^{er} mai 2018 (À propos comment va-t-il Alexandre Benalla, la vie est belle ? Le business ? L'argent ça va ? Et l'instruction, toujours paisible ?)

Au tribunal de Gap, cette manipulation n'a gêné personne, au contraire. Le procureur a pris des réquisitions invraisemblables de sévérité. Il a été suivi au millimètre par la collégialité qui a prononcé une décision qui se caractérise par une violence tous azimuts. D'abord six mois de prison ferme pour trois dirigeants du groupuscule, quand on connaît la jurisprudence habituelle des tribunaux

français, il y a de quoi être estomaqué. Ensuite l'ampleur des peines d'amende, histoire de ruiner les militants et leur organisation puisque l'association « génération identitaire » a été condamnée en tant que personne morale à 75 000 € d'amende (!) pour avoir organisé l'abominable pogrom. Enfin le maximum de privation des droits civiques, c'est-à-dire d'éligibilité et de droit de vote, pendant cinq ans ! »

Et de conclure :

« Dites donc Monsieur Macron lorsque vous dites à Vladimir Poutine qu'en France les opposants ont le droit de se présenter aux élections, vous racontez n'importe quoi, vos magistrats ne sont pas d'accord. »

Rappelons à notre crétin de citoyen distrait que Macron était moins un homme neuf pour magazines à Drahi que le ministre du précédent président chassé pour impopularité.

Après Castelnau enfonce la porte ouverte :

« Aussi, on peut légitimement être inquiet, lorsque l'on entend les organisations syndicales de magistrats psalmodier le mantra de l'indépendance de la justice, pour ne voir aucun inconvénient à ce qu'elle devienne au contraire de sa vocation, l'outil de la partialité politique. »

Plus justement :

« Et il est tout à fait lamentable de voir les petits-bourgeois « de gauche », ceux que Jean-Claude Michéa appelle « la gauche du Capital » rejouer no pasaran et applaudir à tout rompre. Témoignant que l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques ne leur pose aucun problème. Jusqu'au jour où c'est sur eux que ça tombera, comme l'a montré la mésaventure de Jean-Luc Mélenchon, se réjouissant plutôt des rodéos judiciaires contre François Fillon et Marine Le Pen avant que cela ne lui tombe sur la figure. Souvenons-nous de ce que disait le pasteur Niemoller. »

Ce pasteur comme on sait finit en camp de concentration. Mais, maître, comment osez-vous comparer...

Après une bonne question sans réponse sur notre exception française (voyez mon coq hérétique) : comment en est-on arrivé là ?

Vive la république....

 **Forum** — Charger les commentaires

© www.dedefensa.org - Euredit S.P.R.L.

Tél.:+32/4/355.05.50 - Fax: +32/4/355.08.35

22 rue du Centenaire

B-4624 Fléron

Belgique